

**JOHN BOHSTEDT, The Politics of Provisions. Food Riots, Moral Economy, and Market Transition in England, c. 1550-1850**

Farnham, Ashgate, 2010, 324 p.

En publiant cet ouvrage de synthèse sur les troubles de subsistance et les questions d'approvisionnement dans l'Angleterre moderne, John Bohstedt, professeur émérite à l'université du Tennessee, inscrit sa contribution dans une collection consacrée à l'histoire de la consommation et du commerce de détail. Mais il s'affronte aussi à un grand sujet d'histoire sociale, centré sur la contestation populaire, jalonné par des travaux très célèbres, comme l'article d'E.P. Thompson, paru en 1971 dans *Past and Present*, « *The moral economy of the English crowd in the eighteenth century* », et auquel il a lui-même apporté une pierre importante par le passé avec son livre *Riots and Community Politics in England and Wales, 1790-1810* (Cambridge (MA), 1983). Il s'agit ici de tenter un bilan d'une longue tradition de recherches, tout en déplaçant la perspective des logiques de la foule vers la pacification (et, donc, la modernisation) du rapport entre les consommateurs et le libre marché. Les thèses de Thompson (ou de Rudé) n'ont jamais fait l'unanimité chez les historiens et ont toujours suscité les réserves des libéraux, déconcertés par cette manière de reconnaître une légitimité et une dignité à la parole protestataire. Un courant, minoritaire mais bien réel, a donc depuis 40 ans pris le parti inverse et, en écho aux pouvoirs publics de l'Angleterre géorgienne, mis en accusation ces émeutiers, incapables de saisir les bienfaits de la libéralisation de l'économie, prisonniers en quelque sorte d'une vision à courte vue (que l'on se réfère, par exemple, à Hilton L. Root, *La formation de l'Etat moderne en Europe. La France et l'Angleterre*, Paris, PUF, 1995). Ce n'est pas là du tout la perspective de Bohstedt, qui cherche d'abord à comprendre quelles conditions, dans le fonctionnement de l'économie, d'une part, et dans les relations entre peuple et pouvoirs, d'autre part, ont permis le surgissement de ce discours de la révolte frumentaire, puis ont conduit à son extinction.

C'est pourquoi le plan de l'ouvrage est chronologique. Bohstedt s'attaque d'abord à la formation des « *politics of provisions* », c'est-à-dire de ce que l'on appelle sur le continent la police des grains et, en Italie, l'annone. La doctrine anglaise, en cette matière, s'est forgée sous les Tudor, fin XVI<sup>e</sup> et début XVII<sup>e</sup> siècle, avec la publication d'instructions officielles, plusieurs fois rééditées entre 1587 et 1630, les Ordres de Famine (*Orders of Dearth*). L'urgence créée par les situations de pénurie justifie que des mesures d'exception empiètent sur la propriété privée... Les pouvoirs et les classes dirigeantes sont interpellés et pressés d'agir par le petit peuple, qui ne se soucie pas de moraliser les pratiques marchandes, mais qui veut des résultats, c'est-à-dire des halles garnies et des prix sous contrôle. C'est pourquoi, aussi, elles multiplient les initiatives en matière de réserves et d'approvisionnements de précaution. C'est un véritable terrain politique, d'emblée, et Bohstedt invite ici à minimiser le rôle d'une référence éventuelle à un âge d'or, à des *entitlements* et des droits « traditionnels ».

Avec la Révolution d'Angleterre, affirme-t-il, dans un chapitre un peu trop succinct pour convaincre tout à fait (p. 91-102), l'Angleterre change de doctrine : elle délaisse la protection du consommateur pauvre pour rechercher surtout l'encouragement aux producteurs (*i.e.* aux grands propriétaires), installés désormais dans des positions de pouvoir mieux établies et dorénavant plus défiants vis-à-vis des masses pauvres que vis-à-vis des agissements de la Couronne. Viendraient ensuite plusieurs chocs, climatiques et économiques, qui mettraient à bas ces belles certitudes : 1740, 1756-1757, 1766. Ce sont ces crises qui allaient forger le corps de doctrines de la classe dirigeante anglaise, qui devait ensuite rester inchangé, dans

un contexte économique plutôt favorable, jusqu'à la grande épreuve des *French Wars*. Dans le temps long, les troubles se déplaceraient, selon les comptages de Bohstedt, des routes et voies navigables vers les places de marché proprement dites. L'attitude des pouvoirs publics face aux troubles de subsistances reste avant tout pragmatique. Elle combine des formes de concession – comme l'arrêt des exportations, les souscriptions rassemblant les notables pour acheter du grain et le revendre sans bénéfice, ou les diatribes paternalistes dirigeant la colère des pauvres contre les marchands – avec des mesures de sévérité (répression par la troupe et lourdes sanctions judiciaires : ainsi, en 1766, un total de huit pendaisons et de 28 transports aux Amériques).

C'est l'époque des guerres révolutionnaires et napoléoniennes qui est au cœur de l'ouvrage, et où se joue l'essentiel de la « grande transformation ». Ce sont d'abord les conditions et les contraintes économiques qui changent, dans le sens où les halles et lieux de marché sont devenus secondaires pour les approvisionnements de première nécessité : cela fait apparaître clairement une importante lacune du livre, l'absence d'un *background* suffisant sur l'histoire de l'agriculture anglaise, ses performances, ses circuits, et, d'autre part, sur l'histoire de la boulangerie et de l'épicerie (*i.e.* les commerces de détail) dont l'essor est supposé avoir provoqué une telle dispersion des lieux de vente que l'émeute en a perdu de sa pertinence (pourtant, dans le reste de l'Europe urbaine en révolution, le peuple ne se privait pas d'attaquer les boutiques et dépôts de pain !). C'est ensuite la régulation et le maintien de l'ordre. Sur ce terrain, après avoir manqué d'être déstabilisées par la multiplication des troubles en 1795 et 1800, où il leur faut bien trouver des concessions de type traditionnel et des solutions d'assistance improvisées (telles que les fameuses « soupes de Rumford ») pour s'en sortir, les autorités gagnent la bataille grâce aux milices et gardes bourgeoises à pied (*volunteers*) ou à cheval (*yeomanry*) qui se multiplient alors. Ceci ne peut être compris sans référence au *policing* de l'Angleterre en guerre et à la mobilisation de toutes les classes au service de la lutte contre la France, et l'explication, ici, reste en partie obscure. D'autre part, l'idée que ce genre de désordre serait devenu moins « tolérable » dans les grandes villes d'un pays contraint à une guerre totale, quoique défendable, reste non démontrée. Parallèlement, et cela ne laisse pas d'étonner, les peines frappant les coupables se seraient plutôt radoucies et l'assistance aurait exploré des solutions nouvelles, ce qui montre que le pragmatisme d'autrefois avait la vie dure et que la mutation n'était peut-être pas si radicale que cela.

La période allant de 1812 (crise économique et premières violences luddites) au milieu du siècle semble, au contraire, voir la répression se faire plus impitoyable et les attitudes envers les pauvres se durcir. Faut-il en accuser la pente conduisant à la société industrielle, et aux conflits de classes ? Bohstedt ne répond pas clairement à cette question, bien conscient que la victoire de ce type de société n'est pas acquise et se joue précisément entre la nouvelle *Corn Law* de 1815, véritable cadeau aux propriétaires, adopté malgré une immense protestation dans tout le pays, et l'abolition de 1846. Il souligne, en tout cas, que les violences frumentaires apparaissaient de plus en plus comme un archaïsme, un réflexe de défense basique, et non plus, comme autrefois, un conflit politique mettant aux prises, dans un processus de réciprocité, peuple et pouvoirs. L'agriculture nationale et les importations permirent de faire baisser significativement les prix alimentaires, de 1820 jusqu'à la fin du siècle. Il y eut bien des survivances de la contestation dans des régions comme le Cornwall, le Devon, le Nord de l'Ecosse, jusqu'aux années 1860. Mais c'est le niveau des salaires plus que le niveau des prix qui désormais focalisait l'attention du public, signe que la société avait profondément changé.

L'auteur a tout lu sur son sujet, du moins en langue anglaise, et pour le périmètre des îles britanniques, en particulier les monographies et les études locales. Il a médité les synthèses précédentes, dont la problématique et la période chronologique couverte étaient proches, comme celle de R.B. Outhwaite (*Dearth, Public Policy, and Social Disturbance in England, 1550-1800*, Macmillan Education, 1991) ou de Christian Petersen (1995). Avec raison, il rappelle que des réserves ou des améliorations peuvent être apportées à la théorie de l'« économie morale », et qu'il est légitime de le faire sans être accusé *ipso facto* d'avoir opposé à Thompson un contre-discours libéral monolithique. Car il ne diffère pas de Thompson sur le point essentiel, à savoir que l'émeute était fondamentalement une violence symbolique, et qu'elle était une violence négociée, par laquelle la foule et les pouvoirs publics dialoguaient et travaillaient à restaurer un équilibre communautaire qui avait été bafoué. De même reconnaît-il que les émeutiers se réclamaient bien d'un droit élémentaire à l'existence. Ce qui fait l'originalité de Boshtedt, dans ses travaux antérieurs comme dans ce livre-ci, c'est d'avoir invité à écouter de plus près la parole contestataire (donc l'archive, policière ou judiciaire), à prendre en compte la configuration des communautés impliquées dans les troubles (les liens de patronage, de solidarité, de clientèle, spécialement importants dans les petites villes, par opposition à l'atomisation des métropoles, comme Manchester ou Londres). Qu'elles soient enthousiastes ou critiques, les lectures de Thompson ont souvent été bâties sur des ambiguïtés et des demi-mots, entretenus d'ailleurs par certaines de ses formulations, qu'il a rectifiées ou précisées vingt ans après l'article de *Past and Present*, dans un chapitre de son ouvrage *Customs in Common* (Londres, 1991). Les réserves que lui oppose Bohstedt ne sont pas exemptes de ces ambiguïtés, et tournent parfois aux arguties ou aux querelles de mots, de même que ses choix de méthode, en particulier le décompte des émeutes, qu'il revendique avec fermeté, ne sont pas à l'abri d'une certaine illusion quantitativiste (voir dans mon ouvrage *Les Grains du Désordre*, Paris, Editions de l'EHESS, 2002, p. 351-355). L'absence de comparaison avec le continent, qui aurait pu être menée, ou du moins sous-jacente, notamment à l'aide de travaux comme ceux de Judith Miller, de Steven L. Kaplan, ou de John D. Post pour 1816-1817, donc le confinement à la seule Angleterre (sauf dans les dernières pages) s'avère plus préjudiciable qu'on ne pouvait le craindre. Le rôle de l'industrialisation (et la place spécifique des classes laborieuses) dans les troubles apparaît moins distinctement que celui de la croissance des villes. Dans l'ensemble, donc, il s'agit d'un ouvrage important, qui renouvelle le sujet, mais dont la périodisation et l'argumentaire ne convainquent pas entièrement. L'histoire des troubles frumentaires, en Angleterre, en Occident et ailleurs, demeurera longtemps un sujet de réflexion et d'investigation.

Nicolas BOURGUINAT  
EA Arche, Université de Strasbourg  
bourguin@unistra.fr